



BERLIN Ouest 6 juin 2013 – Julius-Leber Kaserne (ex "Quartier Napoléon") : Une petite stèle, planquée dans le sombre sous-bois, commémore aux yeux de personne les victimes d'une Guerre froide aux dates « oubliées »...

Honorer les Vétérans survivants aiderait les jeunes à se souvenir des victimes en évitant les erreurs du passé. Semblable à celui des U.S.A., nous voulons un Certificat officiel "Vétérans de la Guerre froide 1945-1991".

Ci-dessus, le minuscule mémorial français, sans dates, sur un petit carré de pavés. Il est curieux de constater que pour la commémoration française du 8 mai 1945 nombre d'invitations de français de Berlin à la cérémonie ont été « zappées » par le décideur de l'Ambassade de France ; Pourtant, un parking et un arrêt de bus sont proches. Alors ? **"L'Autorité" craignait-elle des manifestations citoyennes ? L'Ambassadeur avait récemment annoncé la vente de la MAISON DE FRANCE à BERLIN, induisant en vertu du principe de réciprocité « diplomatique » celle du GÖTTE INSTITUT à PARIS... et pourquoi pas celle de la MAISON DE RUSSIE dont le front, au Caucase pareil... brave l'effort de la tempête ? Qui serait le gagnant ?** *"Je plie mais ne romps pas." G. Page*

Le Reich's Tag ?

1944 - 2014 : 70^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉQUISITION PAR L'ÉTAT FRANÇAIS DU GÖTTE INSTITUT DE PARIS... DE QUEL DROIT REMETTRAIT-ON LES DETTES DE GUERRE AVEC LA « MAISON DE FRANCE » RÉTROCÉDÉE A VIL PRIX AU LAND DE BERLIN ?

Une nouvelle de « James » en exclusivité pour VAFOR Informations

A l'heure de la coopération franco-allemande, y compris militaire, obérer la présence française à BERLIN en effaçant la MAISON DE FRANCE serait une erreur diplomatique pour le moins "inconséquente".

Le 21 avril 2013 "on" a annoncé que la « Maison de France » à Berlin reviendrait in-fine aux Allemands, par le biais d'une opération immobilière qui la ferait déménager dans les locaux de l'Ambassade de France toute proche.

Or, c'est en 1937 qu'à PARIS (France) l'immeuble n° 17, avenue d'Iéna, fut offert au Grand Reich allemand par un Germano-Américain, avec pour mission d'en faire un « institut culturel ». C'est le comte Johann von Welczek, ambassadeur d'Allemagne, qui inaugura cet ensemble ainsi dénommé : « Goethe-Haus » c'est-à-dire Maison Goethe.

Durant la 2^e Guerre Mondiale de 1939-1945, ce bâtiment fut fermé et même, selon les Allemands, « déserté ».

Ainsi, à la Libération de Paris fin août 1944, la France réquisitionna "définitivement" la Goethe-Haus.

Le 21 avril 1950 : A Berlin-Ouest « occupée » la Maison de France était officiellement inaugurée par MM. Le Général Ganeval, le Haut-Commissaire André François-Poncet, et le Maire de Berlin-Ouest Ernst Reuter.

L'Année 1951 : Pour se faire restituer le bâtiment parisien non loin de la Place de l'Etoile, qui n'était donc plus le sien vu qu'il abritait alors le Ministère français de l'Industrie et du Commerce, l'Allemagne vaincue, non contente des dommages de guerre nazis contre la France, chercha à négocier sa restitution par le Gouvernement français :

Le Reich's Tag ? (suite de la p. 1)

La même année, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier établit le partenariat franco-allemand.

C'est en 1954 que fut alors créée la « Commission culturelle franco-allemande », belle occasion pour laquelle **le Ministère allemand des Affaires étrangères mit à disposition la somme de 100.000 DM, afin de reconstruire l'Institut culturel « Goethe-Haus » au 17, avenue d'Iéna, à Paris.** Mais en attendant, l'Institut avait provisoirement déménagé, la législation française ne permettant pas de « rendre » une prise de Guerre à l'ennemi de la veille...

En 1958 le Traité de Rome créait un espace économique commun. Le 1^{er} avril 1960 jour du « poisson d'avril » en France, la première annexe de la Goethe-Haus ouvrait deux classes d'allemand, avenue Raymond Poincaré à Paris ; La maison très délabrée du 17, avenue d'Iéna, était alors louée aux allemands pour un loyer symbolique de 100 Francs par an, sous condition qu'ils y installent leur centre culturel. Mais, vu l'état du bâtiment, le choix fut fait de le démolir pour y ériger une construction neuve et plus vaste. La Bundesbaudirektion (Direction fédérale du bâtiment) ouvrit un concours aux architectes et les travaux débutèrent en 1961... Le Goethe-Institut entra en fonction le 10 avril 1962 rue de Condé, tout près de La Sorbonne, avant l'achèvement de ces travaux de l'avenue d'Iéna. En 1963, le Traité de l'Élysée fixait les objectifs d'une coopération régulière entre la France et l'Allemagne dans les domaines de l'économie, de la défense, de la politique extérieure et de la politique culturelle. Le général De Gaulle exprimait ainsi la réconciliation : « *Si c'était hier notre devoir d'être ennemis, c'est aujourd'hui notre droit d'être frères.* »

Le 19 octobre 1965, le Goethe-Institut rouvrait au 17, avenue d'Iéna, à Paris (Pl. de l'Etoile à 3 mn).

La cérémonie officielle, avec ses allocutions et un concert de l'octuor de l'Orchestre philharmonique de Berlin, était suivie par une réception et le vernissage d'une exposition d'aquarelles de l'expressionnisme allemand, provenant du Wallraf-Richartz Museum de Cologne. Le comte Joseph Raczynski était le premier directeur du Goethe-Institut de Paris, 17, avenue d'Iéna et Christian Schmitt son directeur adjoint. Le bâtiment de la rue de Condé devenait une annexe. En 1984, l'hommage rendu aux morts de la Première Guerre mondiale, par Kohl et Mitterrand, main dans la main à Verdun, fut unanimement salué par la Presse française comme un geste hautement symbolique.

Quelles sont, actuellement, la valeur et la plus-value immobilières du 17, avenue d'Iéna, à Paris ?

Et pendant ce temps là... La "**Maison de France**" célèbre bâtiment en partie classé "Monument historique" situé sur le Kurfürstendamm (*les Champs-Élysées berlinois*), devenait un lieu emblématique de Berlin-Ouest durant la Guerre froide. En août 1983, un attentat (commis probablement avec la complicité des autorités Est-allemandes) tua une personne et provoqua d'importants dégâts. **L'immeuble restauré fut inauguré par le Président de la République François Mitterrand et le Chancelier Helmut Kohl, une plaque commémorant l'évènement.**

Sans consultation préalable des français, l'Ambassadeur de France à Berlin a annoncé, mardi 23 avril 2013, la décision de vendre la "Maison de France". Tous les services culturels (cours de langue, médiathèque, expositions, etc.) qui s'y trouvent seraient transférés dans les locaux de l'ambassade de France, vieil immeuble classé et plus ou moins délabré : En raison des réductions de personnel ces dernières années, l'ambassade dispose donc de locaux vides, mais en nombre insuffisant pour pouvoir y reloger tous les services de la Maison de France, tels le cinéma et les salles de réception où passèrent de grandes personnalités, d'expositions et de conférences, témoins de la culture française...

Le personnel de la Maison de France, une soixantaine de personnes, critique cette décision pour le moins très contestable, qui réduirait indubitablement l'offre culturelle française dans la capitale allemande. Selon l'ambassadeur, la vente devrait être réalisée dans les prochains mois : Telle n'est pas la volonté du Peuple tant français que berlinois.

1944-2014 : 70^e anniversaire de la réquisition de la « Goethe-Haus » par la France... Marianne braderait-elle sa Maison alors que, pour 590 millions d'Euros, renaît de ses cendres le château de Berlin ?

L'Ambassadeur de France en Allemagne, Maurice Gourdault-Montagne, ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé, précise que tous les contrats de travail seraient maintenus et que, situés sur la Pariser-Platz au cœur de la ville, "les futurs locaux permettraient sans doute d'attirer un nouveau public habitant dans l'ancien Berlin-Est" ; Or, tel n'est pas le cas, l'entrée à l'Ambassade avec contrôles d'identité de Police dissuadant les utilisateurs de telle contrainte et l'accès à l'Est de Berlin restant encore difficile : La France avait d'ailleurs ouvert un centre culturel français dans cette partie de la ville, sur Unter-den-Linden, en 1984 mais celui-ci fut fermé après la réunification. L'ambassade refuse d'indiquer le montant des "économies" envisagées par la vente de la Maison de France mais l'immeuble de 4000 mètres carrés vaudrait "entre 25 et 30 millions d'euros" ; En réalité, l'Allemagne serait défrayée de l'équivalent des 100.000 DM qui, après réévaluation, correspondraient finalement à la somme versée en 1954 pour la reconstruction de la « Goethe-Haus » à Paris, la Maison de France étant cédée à un prix purement symbolique. Qui y a intérêt ?

De quel droit remiser une dette de Guerre via le squat d'une Ambassade ? Où s'arrêtera-t-on ? Si le Goethe Institut de PARIS n'est pas à vendre, alors la Maison de France de BERLIN n'est plus à vendre.

Selon un commun adage fort usité dans l'Armée française le bruit court que « "on" est un con ». Voilà que le Ministre des Affaires Etrangères vient de tempérer la nouvelle : Il est devenu urgent d'attendre...

La véritable amitié sait être aveugle quand elle doit, lucide quand il faut. Deutschland überall ?



BERLIN, 6 juin 2013 :
A gauche, la Maison de France et à droite la Maison de Russie qui, elle, n'a pas l'intention de déménager. Ci-dessous la plaque inaugurale des nouvelles installations par F. Mitterrand en 1985.



QUID DE LA MAISON DE FRANCE ?

Érigée en 1897 selon les codes de la « Nouvelle Objectivité », c'est vers la fin du blocus de Berlin en mai 1949 que l'architecte berlinois Hans Semrau est chargé du projet de réhabilitation du bâtiment, destiné à devenir l'Institut français, dit « Maison de France » ; Elle est inaugurée le 21 avril 1950 par le Général Ganeval, commandant la Garnison de Berlin et M. André François-Poncet Haut-Commissaire de la Z.F.O., Zone Française d'Occupation, accompagnés d'Ernst Reuter, Maire de Berlin. La Maison de France devient un lieu emblématique de Berlin-Ouest, séparée en deux par un mur, durant la Guerre froide 1945-1991. Cible d'un attentat terroriste qui l'endommage le 25 août 1983, ce bâtiment abritait le Consulat général de France jusqu'en 2002. Sa situation devrait en faire un bien de valeur : Le quartier fut le centre de Berlin-Ouest et, après deux décennies d'intérêt pour l'Est, il se développe à nouveau, dans le secteur du luxe. Le problème serait ailleurs, si l'on en juge par l'historique du Goethe Institut allemand à Paris. Selon une lettre du Ministre des Affaires Etrangères Laurent Fabius, à Claudine Lepage Sénatrice des Français à l'Etranger « *aucune décision définitive n'est prise à ce stade* ».

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« Le sort de la Maison de France à Berlin, dont la vente a été annoncée par l'ambassadeur de France en Allemagne le 22 avril dernier, mérite d'être réexaminé. Cette Maison qui abrite l'Institut français mais aussi le cinéma Le Paris, la brasserie Le Petit Paris et une importante agence artistique, n'est pas qu'un symbole de l'amitié franco-allemande : C'est une « entreprise culturelle » qui marche, et de mieux en mieux ! Sa vente serait une erreur, l'année où on célèbre les 50 ans du Traité de l'Elysée et il suffit de lire les commentaires laissés sur notre pétition pour comprendre qu'elle est perçue comme telle par les Allemands dans leur ensemble et pas seulement les Berlinois. La vente de ce bâtiment a été justifiée par des raisons budgétaires. Toutefois, aucune étude chiffrée sérieuse et précise n'est venue accompagner l'annonce de cette vente (en vue d'un transfert de l'Institut français vers l'ambassade) : Elle n'a été préparée par aucune concertation des personnels concernés. Il est pour le moins étrange que pour un établissement de 4000m², qui emploie 60 personnes, accueille chaque année 2000 apprenants de français et 120 manifestations culturelles, qui abrite aussi une magnifique médiathèque de 350 m² et 85000 prêts par an, une décision de cette importance soit prise de façon rapide, sans transparence ni planification. A quelle somme est estimée la Maison de France ? On parle d'une fourchette de 10 à 20 millions d'euros, alors qu'elle a été achetée 60 millions de DM en 1991, soit 43 millions d'euros 2013. Est-il rentable de vendre ce bâtiment au moment même où Berlin ouest connaît un véritable boom ? Et que restera-t-il exactement du produit de cette vente, une fois que les travaux de déménagement et surtout d'emménagement à l'ambassade auront été réalisés ? Ces travaux, notamment de sécurité, seront forcément importants, du fait des fortes contraintes architecturales de l'Ambassade, et nécessiteront que l'Institut français reste, le temps de leur réalisation (de quelle durée ?), en location (à quel prix ?), dans la Maison de France. Rien de cela n'ayant été chiffré, on peut s'interroger sur le sérieux de l'opération, et simplement se demander s'il s'agit vraiment d'une « bonne affaire » pour la France. Qu'en est-il également du sort du cinéma, lieu-culte bien connu de tous les Berlinois, et de la brasserie, ouverte en 2011 et en pleine croissance commerciale ? Comme pour l'agence artistique, ce sont des revenus locatifs annuels importants au bénéfice de l'Institut français, dont la perte n'a pas été évoquée. Que pèse sur la vente le fait que la Maison de France soit un bâtiment classé, symboliquement le 1000^e de Berlin ? C'est un symbole, et une contrainte économique, ce qui résume bien l'enjeu plus général de l'opération : On veut vendre une Maison emblématique et qui marche, pour tenter de résoudre les problèmes de fonctionnement d'une ambassade conçue à grands frais et qui coûte cher à la France (cf. les rapports de la cour des comptes). En faisant cela, on sacrifie dans la précipitation un outil historique de promotion culturelle et linguistique, outil unique au monde, dont le potentiel demeure exceptionnel à Berlin, au moment même où son quartier d'implantation connaît dans tous les domaines (mode, commerce, immobilier, culture) un boom spectaculaire. Dans ce contexte, quelle image la France choisit-elle d'envoyer, pour un maigre et provisoire profit financier, à ses partenaires allemands, et même à l'Europe entière ? En plus d'une aberration budgétaire, la vente de la Maison de France pourrait bien être une erreur politique. Berlin, 23 mai 2013. »

Le Personnel de l'Institut français de Berlin.

DEUTSCHE ALLIERTENMUSEUM



Le Musée des Alliés se présente

« Comment des ennemis devinrent amis » : Une histoire extraordinaire, faite de tensions et de drames, que raconte le Musée des Alliés. Elle commence avec la défaite des Allemands lors de la seconde guerre mondiale.

Quelques mois après l'entrée de l'Armée rouge dans Berlin, c'est au tour des troupes américaines, britanniques et françaises d'arriver à l'été 1945 en qualité de vainqueurs et d'occupants. Avec leur allié militaire, l'Union soviétique, elles ont pour objectif de libérer le Reich du nazisme.

Mais des conflits surgirent.

Les vainqueurs occidentaux voulaient reconstruire l'Allemagne sur les piliers de la démocratie et de la liberté.

À l'inverse, l'Union soviétique souhaitait instaurer son modèle de société communiste. Berlin devint l'un des principaux théâtres de ces conflits qui passeront à la postérité sous l'expression de Guerre froide. Cette dernière a plus d'une fois menacé de devenir une « guerre chaude ». Malgré tout, l'unification allemande de 1989/90 se déroule dans la paix et la liberté. Quel rôle ont joué les puissances occidentales dans ce processus ? Avant tout : comment se fait-il que, presque 50 ans plus tard, ils aient quitté la ville en alliés et amis ?

Un lieu historique Les traces de cette époque riche en événements sont encore perceptibles sur un lieu historique. Le Musée des Alliés se situe en plein cœur de l'ancien secteur américain, sur la Clayallee à Berlin-Zehlendorf, qui était l'artère vitale de la garnison américaine. Le quartier général américain Lucius D. Clay Headquarters, le centre commercial Truman Plaza et la chaîne de radio American Forces Network (AFN) se trouvaient à proximité. Le musée comprend le bâtiment de l'ancien cinéma du théâtre Outpost, monument historique classé, et la bibliothèque commémorative Nicholson.

L'exposition permanente La première partie de l'exposition permanente dans l'ancien cinéma du théâtre Outpost met en lumière les années 1945–1950. Elle relate la victoire des Alliés lors de la seconde guerre mondiale, les premières années d'occupation et le processus de renaissance démocratique. Le pont aérien de Berlin organisé pendant le blocus soviétique de la ville en 1948/49 est au cœur de cette section.

Dans le parc du musée, nous présentons l'avion britannique du pont aérien Hastings TG 503, le wagon-restaurant du train militaire français, la dernière guérite de Checkpoint Charlie ainsi que des pans du mur de Berlin. Ces matériels d'origine exposés ici sont des témoignages fascinants de la situation insulaire de Berlin-Ouest au milieu de la zone d'occupation soviétique et illustrent la menace qui pesait sur les voies d'accès à la partie occidentale de la ville.

La seconde partie de l'exposition permanente, dans la bibliothèque commémorative Nicholson, est consacrée à la période 1951–1994. Elle évoque la confrontation militaire de l'Est et de l'Ouest pendant la Guerre froide du 02/9/1945 au 26/12/1993. Berlin a été l'un des hauts lieux de la rivalité des services secrets des deux camps. Cette section apporte non seulement un éclairage sur la vie quotidienne dans les garnisons, mais met aussi en relief les divers événements qui ont marqué la période allant de l'unité allemande en 1990 au départ des puissances occidentales.

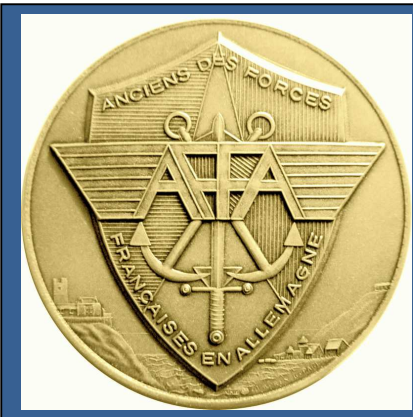
Les textes de nos expositions permanentes sont presque tous rédigés en trois langues, allemand, français et anglais.

Entrée gratuite - Horaires d'ouverture : Tous les jours (sauf le lundi) de 10h00 à 18h00

Musée des Alliés Clayallee 135 - 14195 Berlin - Téléphone +49-(0)30/818199-0 - Fax +49-(0)30/818199-91

E-Mail info@alliiertenmuseum.de

Internet www.alliiertenmuseum.de



« MÉDAILLE DES ANCIENS DES FORCES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE » ©® Modèle déposé

Ce n'est pas une médaille d'association

Fabrication LA MONNAIE DE PARIS

Bronze massif diamètre 50mm avec poinçons de garantie, livrée en boîte Monnaie de Paris avec chevalet d'exposition. Disponible en bronze florentin. Rétrocédée 20€ TTC + port 5 € en suivi La Poste. Paiement par chèque à l'ordre de G. PAGE, 1, Le Prédit, 56130 MARZAN – France.

«VAFOR Informations» Spécial Berlin - juin 2013 – Dépôt juridique à parution. Valeur de rétrocession 5 €. Imprimé à Vannes (56) par «Art & copie». Direction de la publication G. Page, Président général du Comité national des Elus Vétérans d'Allemagne (CEVA), Président général honoraire de l'association VAFOR (Loi & décret 1901 – J.O. Associations des 9 août 2003 et 15 janvier 2011). Comité de lecture : Cadres (E.R.). Transmission autorisée en intégralité à titre gratuit exclusivement. <http://www.annuaires.sudouest.com> – E-Mail ceva@vafor.fr -<http://annuaires.sudouest.com> Adresse : VAFOR Info. G. PAGE, 1 Le Prédit – 56130 MARZAN France (Pas de recommandé).